



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Marchés publics de travaux à procédure Adaptée

Objet :

Rénovation antenne CCI de St laurent du Maroni.

Marché N° : CCI-973-01/26

**Maître de l'ouvrage- Pouvoir Adjudicateur :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE REGION GUYANE
Place de l'Esplanade – BP 49
97 321 CAYENNE Cedex**

I. ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

01. Objet du marché - Emplacement des travaux :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) décrit les TRAVAUX de Rénovation antenne CCI de St Laurent du Maroni.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans :
LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

02. Tranches et lots :

Le présent marché ne comporte pas de tranche et de lots.

Sans objet

II. ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) Pièces particulières :

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Décomposition du Prix Global & Forfaitaire (D.P.G.F)
- Le Registre de Consultation
- Plan de présentation des travaux

b) Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de Travaux de génie civil suivant arrêté du 30 Mars 2012.
 - Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. - D.T.U.) en vigueur.
 - Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux suivant arrêté du 8 Septembre 2009.
- Normes et règlements en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Une visite du site étant obligatoire, le certificat de visite signé d'un responsable de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guyane doit être obligatoirement joint au Dossier de remise des offres.

III. ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES

01. Répartition des paiements :

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire de chaque lot et à ses sous-traitants.

02. Tranche conditionnelle :

Sans objet.

03. Contenu des prix, Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes :

Les prix du marché sont établis toutes taxes comprises.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement Prévisibles :

- constitution des dossiers marchés,
- installation de chantier, y compris la fourniture et l'installation d'échafaudages,
- intempéries et autres phénomènes naturels dans la Région
- Contraintes liées à un site en activité,
- interventions hors horaires normalement travaillés,

- sujétions liées aux interventions successives par tranche d'ouvrage conformément au calendrier prévisionnel,
- nettoyage en fin de travaux y compris l'évacuation des gravats et déchets divers,
- ensemble des obligations légales sur l'hygiène et la sécurité du travail
- et d'une manière générale toutes les sujétions nécessaires pour la bonne réalisation et le bon achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'art et le respect de toutes les normes techniques et de sécurité.

Toutes les sujétions ci-dessus sont réputées avoir été prises en compte lors de l'approbation par l'entrepreneur des délais d'exécution. Il est rappelé que les travaux se dérouleront dans un site en activité.

Le Maître d'ouvrage fournira gratuitement à l'entreprise l'eau et l'électricité.

04. Caractéristiques des prix :

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier d'appel d'offres.

La présente décomposition n'est donnée qu'à titre indicatif, elle doit être vérifiée, complétée si nécessaire par l'entreprise sous sa responsabilité et ceci avala remise des offres.

Faute de vérification, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'erreurs ou omissions pour tenter de revenir sur le caractère forfaitaire du prix global.

Seuls sont contractuels les chiffrages, prix et quantités remis par l'entreprise avec son offre et qui sont censés couvrir l'intégralité des prestations correspondantes du CCTP.

Dans le but de faciliter l'établissement des offres, ainsi que leur dépouillement, les offres de prix reprendront la numérotation, ainsi que le libellé de la DPGF.

Les offres qui sortiraient de ce cadre se verraient systématiquement rejetées.

05. Décomptes mensuels :

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le titulaire envoie au Maître d'œuvre son projet de décompte avant le 25 du mois considéré, passé cette date le Maître d'œuvre conserve le document et en informe le titulaire. Le projet de décompte est alors reporté au mois suivant.

Le document est établi en un original et trois copies portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) ;
- le montant total TTC cumulé des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total TTC.

Le Maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel qui devient alors le décompte mensuel.

06. Paiement des sous-traitants :

- a) Désignation des sous-traitants en cours de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le Pouvoir Adjudicateur et par l'Entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6.1.1 du C.C.A.G. travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés aux commentaires du C.C.A.G.
- Le compte à créditer.
- La Personne habilitée à donner les renseignements
- Le Comptable assignataire des paiements.

07. Modalités de paiement :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation en double exemplaire indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

IV. ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – RECEPTION

01. Délai d'exécution des travaux

Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans le délai suivant : **4 mois.**

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité impérieuse de respecter ce calendrier pour des raisons de compatibilité avec les contraintes de fonctionnement du site.

Tout retard donnera lieu à l'application des pénalités prévues dans le présent cahier des clauses administratives particulières et, le cas échéant, à des demandes d'indemnités destinées à couvrir le préjudice qu'il aura entraîné pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guyane.

02. Pénalités pour retard - Primes d'avance :

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

En plus des pénalités journalières définies ci-dessus, l'entrepreneur subit une pénalité forfaitaire de 500 € PAR JOUR DE RETARD, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement ou de délai d'exécution des travaux. Tout retard dans les remises de documents demandés par le Maître d'œuvre (plans d'exécution, plans de détails, fiches techniques, ...etc.) qui doivent être approuvés avant exécution sera considéré comme un retard d'exécution pour lequel les dispositions du présent article sont applicables. Pénalités pour absence aux réunions : Une pénalité de 150 €uros est prévue en cas d'absence aux réunions de chantier.

03. Réception :

La réception est l'acte par lequel le Maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Il est expressément spécifié que la non-fourniture par l'entrepreneur de tous les documents prévus par la loi, les normes en vigueur, le cahier des clauses techniques, ...etc. dans le cadre du présent marché fera obstacle à la réception.

04. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de huit jours comptés de la date de notification de décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites au frais de l'entrepreneur après

05. Délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans, notices techniques et autres documents nécessaires à l'établissement du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E) à fournir en 4 exemplaires par l'entrepreneur en fin de chantier, conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 1 500 €uros sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAP sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Lorsque la réception est prononcée avec réserve, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage pourra être sanctionné par une pénalité journalière égale à 1/2000^{ème} du montant du marché avec un minimum de 300 €.

L'application de pénalités de retard ne fait pas obstacle l'utilisation par l'application de pénalités de retard ne fait pas obstacle l'utilisation par le Maître d'ouvrage de toute autre mesure coercitive à sa disposition visant à obtenir l'achèvement des travaux dans les délais prévus.

V. ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT

01. Avance forfaitaire :

Il n'est pas prévu d'avance forfaitaire.

02. Avance sur matériels :

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

VI. ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET MISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

01. Provenance des matériaux et produits :

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé dans les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

02. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

VII. ARTICLE 7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

01. Période de préparation - programme d'exécution des travaux :

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Elle est de **7 Jours** à compter du début de ce délai.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations suivantes, par les soins de l'entrepreneur :

- Établissement et présentation au visa du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et plan d'installation de chantier.

02. Plans d'exécution - notes de calculs - études de détail :

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du Maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **HUIT jours** après leur réception.

03. Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail :

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder dix pour cent et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent.

VIII. ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

01. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le CCTP seront assurés sur chantier et en usine suivant le cas.

Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôle en sus de ceux définis par le marché, les frais occasionnés restant à la charge de l'entrepreneur.

02. Réception :

La réception est l'acte par lequel le Maître de l'Ouvrage accepte avec ou sans réserve l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

03. Documents fournis après exécution :

Les modalités de présentation des documents fournis après exécution sont celles du C.C.A.G.

04. Délais de garantie :

Le délai de garantie est fixé à **2 ANS (Biennale)** à partir de la date de réception des travaux.

05. Résiliation du marché - arrêt de la mission :

La résiliation du marché pourra être décidée conformément au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux.

Les prestations déjà effectués seront réglées en fonction du degré d'avancement.

06. Assurances :

Dans un délai de **HUIT jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- D'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.
Cette garantie doit être suffisante pour les dommages matériels ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels.
- D'une assurance garantissant la réparation des dommages résultant tant d'un écroulement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que des désordres engageant sa responsabilité décennale, l'entreprise fournira une attestation en original de sa compagnie d'assurances précisant qu'elle lui a bien déclaré ce chantier.

07. Confidentialité :

Le titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète et confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation écrite du Pouvoir Adjudicateur être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Cette clause de confidentialité s'applique également à toute information parvenue à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison des fournitures ou de l'exécution de la prestation.

08. Litiges et attribution de compétence :

Tout litige entre le titulaire et la CCIRG survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché et pour lequel une négociation n'a pas abouti sera du ressort du Tribunal Administratif de Cayenne.

IX. ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG.

Le

Cachet et signature de l'entreprise.